

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2025-080/U

**Portant retrait de l'arrêté N°2025-077/U,
Et de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le Maire de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST,

Vu la déclaration préalable présentée le 20/10/2025 par Madame Christine CHARVET NERI, domiciliée 6 rue des Roches 69510 SOUCIEU EN JARREST, enregistrée sous la référence DP0691762500126 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'installation d'un module de pompe à chaleur en toiture,
- Sur un terrain situé 6 rue des Roches 69510 SOUCIEU-EN-JARREST (parcelle AB-0423),

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

Vu l'avis du CAUE en date du 30/10/2025 ;

Vu l'arrêté N°2025-077/U du 17/11/2025 de non-opposition avec prescriptions à la déclaration préalable précitée ;

Considérant la prescription dudit arrêté, d'implantation du dispositif de façon perpendiculaire à la pente du toit conformément à l'avis du CAUE ;

Considérant que la composition de la toiture ne permet pas l'implantation en pose perpendiculaire à la pente, et qu'une implantation parallèle est la seule solution technique possible ;

Considérant que le CAUE est consulté pour conseil et que son avis n'a pas valeur d'autorisation ou de refus ;

Considérant que l'installation ne sera pas ou très peu visible depuis l'espace public ;

Considérant qu'afin de permettre la réalisation du projet d'installation de pompe à chaleur il convient de retirer le critère d'implantation des prescriptions de l'autorisation délivrée ;

ARRÊTE**Article 1**

L'arrêté d'opposition N°2025-077/U du 17/11/2025 est RETIRÉ..

Article 2

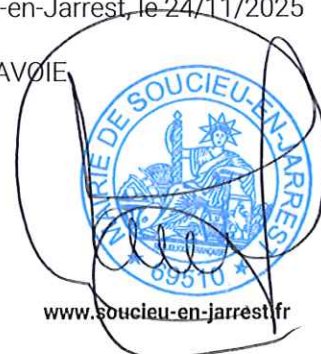
Il n'est pas fait **OPPOSITION** à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 3.

Article 3

Un dispositif d'habillage devra être mis en œuvre comme proposé dans la demande, en recherchant la meilleure adéquation avec la couleur de la toiture.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 24/11/2025
Le Maire,
Arnaud SAVOIE

Publié le : **24 NOV. 2025**



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme.gouv.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.